

## Oui, les comptes nationaux seront révisés après l'élection présidentielle...

Hervé Péléraux et Lionel Persyn<sup>1</sup>

La publication des comptes nationaux pour le quatrième trimestre 2011 a surpris. Alors que la plupart des observateurs attendaient un recul du PIB, l'INSEE, contre toute attente, a publié une croissance positive (+0,2 %), qui détonne à la fois avec le recul généralisé de l'activité en Europe et avec la dégradation de la situation conjoncturelle interne depuis l'été 2011. On peut dès lors s'interroger sur l'éventualité de révisions ultérieures de la croissance pour l'année 2011, qui ne seraient après tout que les étapes obligées pour une évaluation plus précise de l'activité au fil du temps, comme l'expérience passée, sur laquelle nous revenons, a pu l'illustrer.

### Des comptes nationaux en décalage vis-à-vis de l'Europe

Selon l'évaluation d'Eurostat, le PIB de la zone euro a reculé de 0,3 % au quatrième trimestre, tiré vers le bas non seulement par les principales économies, Allemagne (-0,2 %), Espagne (-0,3 %), Italie (-0,7 %), mais aussi par des pays ayant un poids moindre mais qui témoignent de la diffusion de la contraction de l'activité, Belgique (-0,2 %), Pays-Bas (-0,7 %), Portugal (-1,3 %). En dehors de la zone euro, le Royaume-Uni accuse aussi un recul de son PIB, -0,2 %. Dans un tel contexte, la France fait figure d'exception, d'autant que la dégradation continue du climat conjoncturel interne et l'exacerbation de la crise des dettes souveraines en Europe depuis l'été appuyaient des perspectives plus sombres que celles finalement affichées.

### Des comptes nationaux en décalage vis-à-vis du climat des affaires

Jusqu'en juin 2011, le climat des affaires dans l'Hexagone avait plutôt bien résisté au déclenchement de la crise des dettes souveraines dans la zone euro au printemps 2010

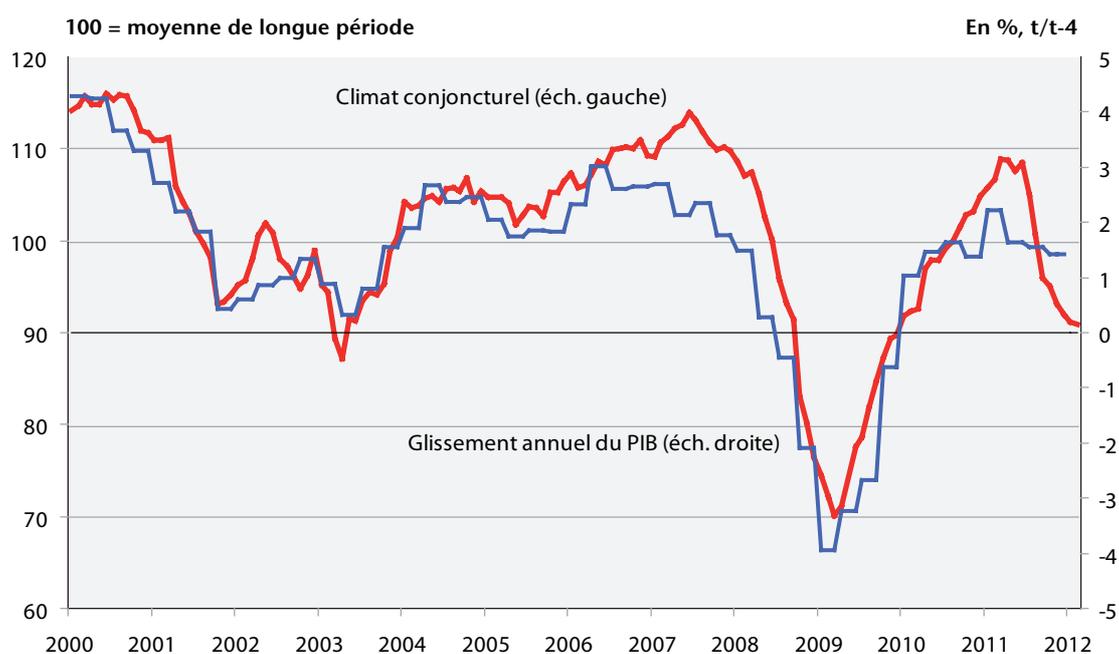
---

1. Au moment de la rédaction de cette note, Lionel Persyn était stagiaire à l'OFCE et doctorant à l'Université de Nice Sophia Antipolis.

(graphique 1). La croissance du PIB au premier trimestre 2011, +0,9 %, témoigne d'ailleurs de ce que l'activité en France est restée insensible à un choc qui, dans un premier temps, n'a affecté que la périphérie de la zone euro. En 2011, les difficultés ne sont plus restées cantonnées aux petits pays de la région, mais ont gagné des économies de taille plus importante alors que les doutes sur la solvabilité de l'Italie et de l'Espagne sont apparus de plus en plus criants. Dans le même temps, les politiques d'assainissement budgétaire se généralisaient en Europe, avec un peu partout la mise en place de plans de rigueur qui assombrissaient les perspectives d'activité.

Cette nouvelle étape de la crise a déclenché un net retournement du climat des affaires, avec, à partir de juillet, une chute ininterrompue, qui n'est pas sans rappeler celle survenue dans la première moitié de l'année 2008 au moment où l'économie française entrait en récession. L'inertie de la croissance du PIB jusqu'au quatrième trimestre 2011, autour de 1,5 % en glissement annuel, contraste singulièrement avec les chiffres affichés en 2008 (+0,3 % et -0,5 % respectivement aux deuxième et troisième trimestres) ou en 2001/03, quand le climat des affaires s'établissait à l'époque à un niveau comparable à celui d'aujourd'hui.

**Graphique 1. Le climat des affaires et la croissance du PIB en France**



Source : INSEE.

## La révision des comptes nationaux, une étape obligée pour mesurer l'activité économique

La singularité de la performance française au quatrième trimestre dans des environnements internes et externes particulièrement défavorables conduit à s'interroger sur l'éventualité de révisions des comptes nationaux, qui, dans leurs versions ultérieures, pourraient être plus en adéquation avec le climat conjoncturel. Il pourrait donc en résulter une révision à la baisse de la croissance pour 2011. L'expérience historique en

la matière offre un éclairage utile pour prendre la mesure des ordres de grandeur qu'impliquent ces révisions.

Une première évaluation de la croissance d'une année est rendue possible par la publication du chiffre relatif au quatrième trimestre vers la mi-février de l'année suivante. Tous les taux de croissance trimestriels étant connus, on peut en déduire le taux de croissance de l'année en moyenne annuelle. Cette version des comptes est néanmoins tout à fait préliminaire, et *de facto* peu précise, car à ce stade elle ne prend pas en compte les données issues des comptes annuels qui ne seront finalisées qu'à la mi-mai. Les comptes nationaux trimestriels gagneront en robustesse une fois « calés » sur les comptes annuels<sup>2</sup>, ces derniers mobilisant des sources d'information plus complètes (bilans d'entreprises, déclarations fiscales et sociales) qui leur confèrent une plus grande précision. La procédure de calage constitue donc une première source de révision des comptes trimestriels.

Par la suite, les comptes annuels seront eux-mêmes révisés, de leur version provisoire publiée à la mi-mai de l'année suivante, à leur version semi-définitive un an plus tard, puis à leur version définitive deux ans plus tard. Pour les statisticiens, se pose ainsi le problème de l'arbitrage entre la publication d'une information précoce, et donc attractive mais potentiellement imprécise, et d'une information plus solide, mais plus tardive et de ce fait intéressant moins les observateurs<sup>3</sup>.

L'analyse des révisions de comptes sur le passé montre que les rectifications peuvent être importantes, tant celles affectant le taux de croissance en moyenne annuelle que le taux de croissance trimestriel, et que ces révisions suivent une dynamique pro-cyclique.

On considère d'abord la révision de la croissance annuelle entre la version purement trimestrielle<sup>4</sup> et la dernière version disponible<sup>5</sup>. Sur l'ensemble de la période 1987-2009, la moyenne des révisions paraît peu importante au total (de l'ordre de 0,1 point), mais le comportement pro-cyclique de ces rectifications conduit à une compensation des révisions en hausse durant les phases de croissance rapide par les révisions en baisse durant les phases de croissance lente ou de récession (tableau 1). Les révisions peuvent être fortes en période de croissance rapide, de l'ordre d'un cinquième du taux de croissance moyen de la période lors des reprises de la fin des années 1980 ou des années 2000. Elles sont plus modérées en phase de croissance lente, de l'ordre du sixième du taux de croissance tendanciel observé durant les périodes de ralentissement. De ce fait, il apparaît un biais positif sur les révisions, si l'on exclut la période de récession de 2008-2009.

---

2. La procédure de calage consiste à rectifier les taux de croissance de chaque trimestre de telle sorte que la croissance en moyenne annuelle déduite des comptes trimestriels soit strictement identique à celle des comptes annuels.

3. Voir Jobert T. et Timbeau X., « L'analyse de la conjoncture », Collection Repères, La Découverte, 2011, p. 22, ainsi que G. Cornilleau et A. Gubian, « Révisions successives des comptes nationaux et de l'emploi, quelques ordres de grandeur », Observations et Diagnostics Économiques, *Revue de l'OFCE*, n° 35, janvier 1991, p.79.

4. C'est-à-dire déduite de la connaissance des taux de croissance de chaque trimestre de l'année sans calage sur un compte annuel. C'est exactement l'état actuel de l'information sur l'année 2011.

5. Il s'agit de la version des comptes nationaux associée à la première publication des comptes du quatrième trimestre 2011, publiée le 15 février 2012. On a donc fait le choix ici de mesurer les révisions générées à la fois par le calage des comptes trimestriels sur les comptes annuels, par la révision des comptes annuels, par les changements de base de la comptabilité nationale et enfin par le passage des évaluations à prix constants aux évaluations à prix chaînés en mai 2007. Ce choix conduit à comparer des comptes qui ne sont pas établis selon la même méthodologie, mais les changements méthodologiques participent aussi à l'amélioration de la mesure de l'activité économique, amélioration que l'on souhaite mettre en exergue ici en étudiant les révisions.

La Grande Récession a été mal mesurée par la version préliminaire des comptes. Les comptes trimestriels pour l'année 2008, publiés à la mi-février 2009, affichaient une hausse du PIB de 0,7 %, quand leur version actuelle traduit un recul de 0,2 %. La révision en baisse de l'année 2009 a aussi été forte, la baisse du PIB passant de -2,2 % dans la version initiale des comptes à -2,6 % dans leur version actuelle. Au total, la révision moyenne du PIB sur les deux années équivaut à près de la moitié du taux de variation annuel moyen du PIB sur la période. Mais il est vrai que cette phase conjoncturelle n'avait pas de précédent dans l'histoire économique contemporaine.

**Tableau 1. Moyenne des révisions du taux de croissance annuel du PIB par phase conjoncturelle\***

Période	Phase conjoncturelle	Taux de croissance annuel moyen (a)	Révision moyenne en point (b)	Ratio (b) / (a)
1987-1989	Croissance rapide	3,76 %	+0,76	+20,3 %
1990-1997	Croissance lente	1,49 %	-0,24	-15,9 %
1998-2000	Croissance rapide	3,49 %	+0,44	+12,8 %
2001-2002	Croissance lente	1,37 %	-0,23	-16,6 %
2003-2007	Croissance rapide	2,0 %	+0,45	+22,7 %
2008-2009	Récession	-1,42 %	-0,68	-47,8 %

\* Les valeurs des colonnes (a) et (b) sont arrondies à deux décimales. Par conséquent, le calcul du ratio (b) / (a) à partir de ces valeurs fournit un résultat qui peut être différent de celui affiché dans la colonne Ratio, obtenu quant à lui à partir des valeurs exactes.

Sources : INSEE, calculs OFCE.

Si l'on applique le schéma précédemment décrit à propos des révisions en phase de croissance lente, et à supposer que les années 2010 et 2011 puissent être considérées comme telles<sup>6</sup>, on pourrait tabler à terme sur des révisions en baisse de ces deux années<sup>7</sup>. De fait, ces révisions se répercuteront sur les taux de croissance trimestriels de l'année après calage et pourraient rendre plus cohérents les évaluations de la fin de l'année 2011 et le contexte conjoncturel.

## La révision des évaluations de la croissance trimestrielle

Le même découpage en phases conjoncturelles a été conduit pour évaluer le sens et l'ampleur des révisions des taux de croissance trimestriels (tableau 2)<sup>8</sup>. Les rectifications apparaissent également pro-cycliques, à la hausse en phase de croissance rapide et à la baisse en phase de croissance lente ou de récession. Ainsi, les révisions pro-cycliques représentent-elles entre 56 % et 100 % des révisions par phase. De plus, pour chaque période étudiée, la moyenne des révisions pro-cycliques est supérieure à la moyenne des révisions contra-cycliques<sup>9</sup>. Il résulte de ces deux éléments un solde

6. L'estimation actuelle du taux de croissance annuel moyen sur les années 2010 et 2011 est de 1,55 %, ce qui s'apparente à celui enregistré au cours des années 1990-97 et 2001-02.

7. La première révision en baisse de la croissance pour l'année 2010 après calage sur les comptes annuels, -0,11 point, va dans ce sens.

8. Le découpage cyclique a été effectué à partir des taux de croissance trimestriels. La datation qui en résulte peut différer légèrement de celle menée à partir des taux de croissance annuels.

positif des révisions en phase de croissance rapide et un solde négatif en phase de croissance lente ou de récession.

**Tableau 2. Moyenne des révisions du taux de croissance trimestriel du PIB par phase conjoncturelle\***

Période	Phase conjoncturelle	Taux de croissance trimestriel moyen (a)	Pourcentage de révisions pro-cycliques	Moyenne des révisions en hausse (b)	Moyenne des révisions en baisse (c)	Ratio (b)/(a)	Ratio (c)/(a)	Révision moyenne relativement au taux de croissance moyen
T1 1987- T1 1990	Croissance rapide	1,04 %	92 %	0,34	-0,26	32,5%	-24,9 %	28,1 %
T2 1990- T4 1996	Croissance lente	0,29 %	56 %	0,18	-0,29	61,7%	-101,5 %	-28,9 %
T1 1997- T1 2001	Croissance rapide	0,82 %	71 %	0,21	-0,06	25,5%	-7,6 %	15,8 %
T2 2001- T2 2003	Croissance lente	0,16 %	67 %	0,22	-0,17	140,1%	-112,2 %	-28,1 %
T3 2003- T2 2007	Croissance rapide	0,59 %	63 %	0,25	-0,11	42,5%	-18,1 %	19,8 %
T3 2007- T1 2008	Croissance lente	0,32 %	100 %	néant	-0,25	néant	-78,7 %	-78,7 %
T2 2008- T1 2009	Récession	-1,00 %	100 %	néant	-0,37	néant	-36,7 %	-36,7 %
T2 2009- T4 2010	Croissance lente	0,33 %	71 %	0,04	-0,08	11,6%	-25,1 %	-14,6 %

\* Les valeurs des colonnes (a) et (b) sont arrondies à deux décimales. Par conséquent, le calcul du ratio (b) / (a) à partir de ces valeurs fournit un résultat qui peut être différent de celui affiché dans la colonne Ratio, obtenu quant à lui à partir des valeurs exactes.

Sources : INSEE, calculs OFCE.

D'autre part les biais par période peuvent paraître modestes s'ils sont inférieurs au dixième de point, mais comme le signale J.-M. Charpin (2010)<sup>10</sup>, plus élevés si on les compare au taux de croissance trimestriel moyen. Rapportés à ce taux par phase, les biais apparaissent plus importants. Le caractère pro-cyclique des révisions plaide donc, dans la phase actuelle de retournement conjoncturel, pour une révision en baisse des taux de croissance trimestriels de l'année 2011, après calage et révisions des comptes annuels. En tout état de cause, l'exact état des lieux sur la situation actuelle ne sera connu qu'en mai 2014 avec la publication des comptes définitifs de l'année 2011.

Une étude qualitative révèle un autre type de phénomène sur la période 1987-2010 : pour 34 % des observations c'est la lecture du signal conjoncturel qui est altérée par la révision des comptes<sup>11</sup>, c'est-à-dire que 34 % des signaux d'accélération, de ralentissement ou de stabilité du taux de croissance issus de la première version des comptes sont invalidés dans leur version actuelle.

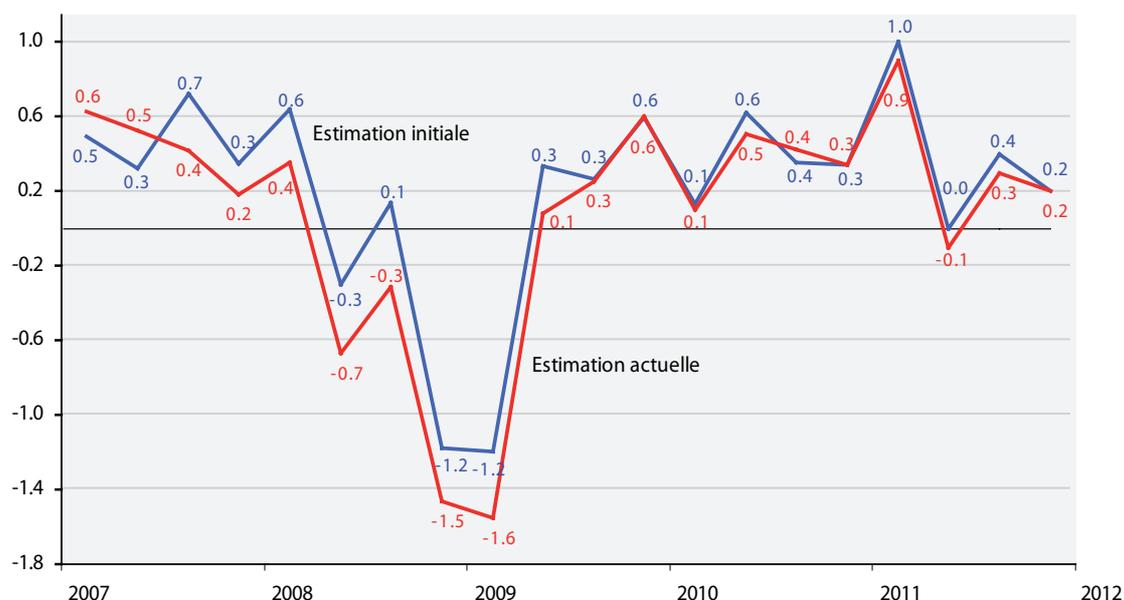
9. L'exception est la période de croissance lente de 2001T2-2003T2. Toutefois la majorité des révisions se sont faites à la baisse (à hauteur de 67 %). Le solde des révisions en hausse et des révisions en baisse est par conséquent négatif, à hauteur de 28% du taux de croissance moyen du PIB de la période.

10. Voir J.-M. Charpin, « Statistiques : les voies de la confiance », *Revue Économique*, vol.61, n° 3, mai 2010, pp. 371-374.

Comme dans leur version annuelle, les comptes nationaux ont éprouvé les plus grandes difficultés à traduire l'entrée en récession de l'économie française en 2008 (graphique 3). Une première alerte a été lancée en août 2008 avec la publication d'un premier chiffre négatif pour le deuxième trimestre (-0,3 %), mais l'affichage d'un retour à la croissance au trimestre suivant (+0,1 %) a créé la confusion en invalidant le signal récessif du trimestre précédent<sup>12</sup>. La version actuelle des comptes, définitive pour l'année 2008, a levé toute ambiguïté sur cette phase conjoncturelle, avec des taux de croissance négatifs respectivement de -0,7 et -0,3 %.

Quoiqu'il en soit, les comptes nationaux ont un rôle irremplaçable dans le système d'information conjoncturelle. Ils mettent en cohérence des informations de court terme de nature diverse dont le lien avec les agrégats de comptabilité nationale est avéré et proposent par là une estimation de l'activité globale récente. Même si leurs premières évaluations sont perfectibles, prendre sans complaisance la mesure de leurs défauts doit contribuer à une meilleure perception de la situation conjoncturelle.

**Graphique 2. Estimations initiales et actuelles de la croissance trimestrielle\***



\* Les comptes actuels sont provisoires jusqu'en 2008 inclus. Le compte 2009 est semi-définitif. Le compte 2010 est provisoire, mais les données trimestrielles ont déjà fait l'objet d'un calage annuel. Enfin le compte 2011 est purement trimestriel.

Source : INSEE.

11. On entend par signal conjoncturel le signe de la différence entre deux taux de croissance trimestriels consécutifs. Toute variation du taux de croissance trimestriel strictement inférieure à 0,1 point est considérée comme une stabilité du taux de croissance. Une valeur supérieure ou égale à 0,1 point indique une accélération et une valeur inférieure ou égale à -0,1 point correspond à un ralentissement.

12. Selon l'usage, le diagnostic de récession repose sur la survenue de deux trimestres consécutifs de recul du PIB.